

LA GUERRE À GAZA ET LE RETOUR DE LA QUESTION PALESTINIENNE

QUELS IMPACTS SUR LE RÔLE DE L'ARABIE SAOUDITE ET SUR LES ACCORDS ABRAHAM ?

Dr Fatiha DAZI-HÉNI

Chercheuse Golfe – Moyen-Orient à l'IRSEM

RÉSUMÉ

Cette note de recherche porte essentiellement sur les impacts de la guerre à Gaza en Arabie saoudite et sur les accords Abraham, depuis les attaques du 7 octobre 2023. Les entretiens menés à Riyad et à Abha (province de l'Asir), lors d'une mission de terrain, ont révélé un écart de plus en plus marqué entre les perceptions de l'Arabie saoudite, du Moyen-Orient en général et de l'Occident sur le conflit israélo-palestinien. Il apparaît également que les États arabes signataires des accords Abraham sont restés hors-jeu et assument une position embarrassante vis-à-vis de leur population et du monde arabo-musulman. De son côté, Riyad cache mal son impuissance à peser sur le cours de la guerre ainsi que ses multiples contradictions face à une question palestinienne qui refait brutalement surface. L'émotion que le nombre de victimes civiles à Gaza a suscitée auprès d'une jeunesse saoudienne accaparée par la société des loisirs, promue par la Vision 2030, met le pouvoir saoudien au défi de gérer les impacts du conflit sur son rapprochement esquissé avec Israël. De même, l'élargissement de la guerre en mer Rouge par les houthistes du Yémen accentue la vulnérabilité du royaume, compte tenu de la concentration de ses très ambitieux mégaprojets sur son littoral.

SOMMAIRE

Introduction	2
Le resurgissement de la question palestinienne prématurément ensevelie par la signature des accords Abraham	3
Arabie saoudite : de la gestion de la question palestinienne au rapprochement avec Israël	8
Rôle et place de l'Arabie saoudite dans le contexte de la guerre à Gaza	12
Conclusion	20

INTRODUCTION

Le conflit en cours dans la bande de Gaza crée un décalage de perceptions marqué entre l'Occident et l'Orient et, plus généralement, une grande partie du Sud global (hormis l'Inde et plusieurs États d'Amérique latine¹). Ce décalage ne fait que s'accroître au fur et à mesure de la dévastation produite par les frappes aériennes quotidiennes, massives et, pour une part au moins, vraisemblablement indiscriminées² de l'armée israélienne, en représailles aux attaques meurtrières du 7 octobre 2023 exécutées par les Brigades Izz-al-Din-al-Qassam (branche militaire du Hamas³). Après cinq mois de guerre, on dénombre plus de 30 000 victimes gazaouies, dont 13 000 enfants, sans compter les nombreux disparus, tandis que près de 85 % de la population de l'enclave (soit 1,9 million sur 2,4)⁴ est massée au sud à Rafah, soit à la frontière avec le Sinaï égyptien.

Une mission de terrain⁵, effectuée au cours de la première quinzaine du mois de décembre 2023, a permis de tester, au-delà de la vive émotion suscitée par l'ampleur du nombre des victimes et la situation humanitaire désastreuse, l'embarras, l'impuissance et les contradictions propres à une Arabie saoudite qui se projetait dans le contexte de normalisation des relations avec Israël. Le resurgissement brutal de la question palestinienne rebat les cartes et le conflit à Gaza soulève des questions sur l'opportunité et la capacité de Riyad de poursuivre de telles négociations. De la même façon, nous étudions les impacts de cette guerre sur la pertinence des accords Abraham et les limites d'un projet de pacification des relations entre Israël et ses voisins arabes qui exclut d'évoquer une solution politique pour la Palestine. Cette note aborde aussi le contexte de la guerre à Gaza par le prisme d'une jeunesse urbaine saoudienne brutalement confrontée à la réalité du conflit israélo-palestinien qui a suscité beaucoup d'émotion et de réactions, contrairement à la guerre au Yémen qui sévit depuis neuf ans. L'embarras et les difficultés du royaume quant au défi que pose la question palestinienne dans sa politique étrangère trouvent ainsi des éléments de réponse dans le fait que la Vision 2030, fondée sur le développement et l'hédonisme, s'adresse surtout à une jeunesse jusque-là dépolitisée en apparence⁶.

Cette note de recherche est fondée sur une dizaine d'entretiens réalisés à Riyad auprès de diplomates saoudiens ainsi que de directeurs et chercheurs de think tanks : Gulf Research (GRC), King Faysal Center for Research and Islamic Studies (KFCRIS), International Institute for Iranian Studies (RASANA), l'Institut diplomatique de Riyad et le nouveau Centre d'études et de recherches stratégiques de défense (CERSD), ainsi que sur des discussions informelles avec des contacts dans la capitale et la ville d'Abha, chef-lieu de la province de l'Asir (sud du pays).

1. Kevin Parthenay, « [Israël-Hamas : pourquoi la guerre de Soukkot divise l'Amérique latine](#) », *Le Grand Continent*, 20 octobre 2023.

2. Le secrétaire d'État à la Défense Lloyd Austin avait affirmé, le 24 février 2024, que le nombre de victimes à Gaza s'élevait à 25 000 (« [Pentagon head says over 25,000 women, kids killed in Gaza, inflating Hamas claim](#) », *The Times of Israel*, 29 février 2024).

3. La branche militaire du Hamas, dite brigades Izz al-Din al-Qassam, comprendrait 30 000 combattants. Voir « [A Ceasefire in Gaza](#) », International Crisis Group, 18 octobre 2023.

4. Données chiffrées annoncées par le ministère de la Santé du Hamas et corroborées par des ONG et l'UNRWA mais probablement sous-estimées en raison des corps non retrouvés sous les décombres.

5. Nous avons effectué une mission de terrain entre les 3 et 14 décembre 2023, à Riyad et Abha.

6. Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, Paris, Tallandier, coll. « Texto », 2020, 3^e éd.

Cette mission d'évaluation a constitué l'une des visites les plus difficiles entreprises depuis la mise en place de la politique de transformation du royaume, la Vision 2030, en avril 2016. L'intense activité diplomatique du royaume liée à la guerre à Gaza, mobilisant chercheurs et consultants de think tanks déjà très sollicités dans les multiples forums régionaux (Manama, Doha), explique certes, en partie, les difficultés rencontrées pour réaliser des entretiens au cours de cette période⁷. En outre, à travers attitudes et propos, se sont nettement exprimés des reproches à l'encontre des milieux intellectuel et académique français, et plus généralement européens, concernant le sort réservé à la population gazaouie, à l'opposé du dynamisme observé lors des débats intellectuels dans les prestigieuses universités américaines.

LE RESURGISSEMENT DE LA QUESTION PALESTINIENNE PRÉMATURÉMENT ENSEVELIE PAR LA SIGNATURE DES ACCORDS ABRAHAM

La surprise stratégique du 7 octobre a révélé plusieurs erreurs d'appréciation. La première tient à ce que le gouvernement de coalition de droite et d'extrême droite israélien, dirigé par le Premier ministre Benjamin Netanyahu, considérait la question palestinienne comme étant soldée. Une autre erreur, tout aussi fatale, commise cette fois par les dirigeants arabes proches des États occidentaux a été d'estimer que la question palestinienne n'était plus mobilisatrice et relevait du passé, comme on avait pu l'observer au cours de la décennie 2010 lors des « printemps arabes »⁸. Enfin, l'abandon par les parrains occidentaux, États-Unis et Union européenne (UE), de leur dynamique visant à réengager des négociations politiques afin de sortir d'un cycle de radicalisation de la violence engagé de part et d'autre, a aussi contribué à enterrer prématurément la question palestinienne. Toutefois, ce sont les accords Abraham, signés entre des États arabes et Israël pour normaliser leurs relations diplomatiques au cours de l'année 2020, qui mettent encore plus symboliquement un terme prématuré à la question palestinienne, en sacrifiant le principe de la paix en échange des terres occupées.

La question palestinienne absente des accords Abraham

Les accords Abraham signés à partir du 15 septembre 2020⁹, sous l'égide du président Trump, par les Émirats arabes unis (EAU) et Bahreïn, suivis par le Maroc (décembre 2020) et le Soudan (janvier 2021)¹⁰, ne contenaient aucune disposition pour le règlement politique

7. Quatre annulations de rendez-vous à la dernière minute ont traduit, comme certains contacts familiers me l'ont confirmé, la gêne et même l'incompréhension éprouvées vis-à-vis des positions officielles de l'Europe et de la France en particulier, pays perçu comme fin connaisseur du conflit israélo-palestinien.

8. Barah Mikail, « Comment le printemps arabe a-t-il négligé la question palestinienne ? », *Confluences Méditerranée*, 86, 2013, p. 145-156.

9. Annalisa Perteghella, « [Gulf-Israel: The Shortcomings and Merits of Trump's Abraham Accords](#) », ISPI online, 9 octobre 2020.

10. La normalisation entre le Soudan et Israël, qui revêt la forme la plus minimaliste, est davantage liée à des calculs de politique intérieure dans le contexte révolutionnaire soudanais depuis 2019 et de lutte pour le contrôle

de la question palestinienne. Ces accords institutionnalisant les relations bilatérales avec Israël se sont concrétisés selon un mode exclusivement transactionnel, sur la base de garanties promises par le président Trump¹¹ aux dirigeants arabes signataires. Certes, l'aspect transactionnel des deux premiers traités de paix israélo-arabes, en 1979 pour l'Égypte et en 1994 pour la Jordanie, était déjà une composante importante du patronage américain, comme l'a mis en évidence Gregory Gause¹². En témoigne l'aide financière annuelle attribuée par Washington au Caire, ou encore le retour en grâce de Amman à Washington après son soutien à Saddam Hussein lors de la guerre du Golfe (1990-1991). Néanmoins, le principe de la paix en échange des terres occupées était au cœur de ces traités, faisant du Caire et de Amman, les deux capitales arabes incontournables pour de futures négociations et/ou arrangements politiques avec les Palestiniens.

Les accords Abraham qui ont aussi favorisé le rapprochement (sans signature formelle d'accord) entre l'Arabie saoudite et Israël, constituent pour Washington, dont les relations avec Riyad se sont nettement refroidies depuis l'élection du président Biden¹³, un levier pour agir indirectement sur la nouvelle entente Israël-Golfe. L'objectif est notamment de dissuader Israël et les monarchies du Golfe de poursuivre une coopération triangulaire avec la Chine dans les secteurs technologiques de pointe de l'IA (intelligence artificielle), du big data et de la cybersécurité, comme l'a affirmé le président Biden lors de sa visite en Israël puis en Arabie saoudite, à la mi-juillet 2022. Ces accords consacrent surtout l'idée de paix conçue par Benyamin Netanyahu et fondée sur la notion de prospérité économique au Moyen-Orient. Ils prétendent se substituer au plan de paix arabe de 2002¹⁴ soutenu, à l'instar de la majorité des dirigeants arabes, par le roi Salman d'Arabie saoudite davantage que par son dauphin, qui ne s'en est toutefois jamais publiquement désolidarisé.

Pour les EAU et Bahreïn, ces accords sont principalement motivés par des raisons sécuritaires et cautionnent une militarisation de la politique intérieure et extérieure de la région. À l'instar de la vision sécuritaire israélienne au Moyen-Orient, ces États signataires considèrent l'Iran, via ses alliés régionaux (Hezbollah libanais, milices chiïtes en Irak ou houthistes du Yémen...) et son arsenal de missiles balistiques et de drones armés, comme la menace principale dans la région. Cette perception commune de la menace a convaincu les monarchies (y compris l'Arabie saoudite) d'engager ouvertement une coopération sécuritaire avec Israël. L'État hébreu a en effet su montrer son efficacité à ses nouveaux partenaires

du pouvoir entre civils et militaires. De fait, le Soudan n'a toujours pas formellement ratifié l'accord, ni engagé de mesures concrètes pour approfondir les liens, contrairement aux trois autres États arabes signataires. Voir Amélie Férey, Anne-Laure Mahé, « [Diplomatie du deal, diplomatie fragile ? Les enjeux du rapprochement entre Israël et le Soudan](#) », Note de recherche 110, IRSEM, 16 décembre 2020.

11. Les EAU ont normalisé leurs relations avec Israël contre la promesse faite par le président Trump de vendre des équipements militaires de pointe, dont une flotte de F35 et des drones armés. Le Maroc a obtenu que l'administration Trump reconnaisse la marocanité du Sahara occidental pour institutionnaliser une relation bilatérale déjà historiquement bien établie. Après la chute, en 2019, du dictateur Omar el-Béchir, proche du Hamas et hostile à l'État hébreu, le pouvoir de transition soudanais, partagé par des civils et des militaires jusqu'au coup d'État du général Abdel Fatah Abdelrahman Al-Bourhane, intervenu le 25 octobre 2021, a obtenu le retrait du Soudan de la liste américaine des États accusés de financer le terrorisme afin de bénéficier d'aides et de prêts auprès des organismes financiers internationaux, contre une normalisation de ses relations avec Israël.

12. Gregory Gause III, « [What the War in Gaza Means for Saudi Arabia](#) », *Foreign Affairs*, 7 novembre 2023.

13. Fatiha Dazi-Héni, « [Coup de froid entre les États-Unis et l'Arabie saoudite](#) », *Orientxxi*, 21 octobre 2022.

14. Fatiha Dazi-Héni, « [Geopolitic Shift in the Gulf after the Abraham Accords](#) », *Orient. Focus: Intraregional geopolitics*, Deutsche Orient-Stiftung, 63, III/2022, p. 24-30.

du Golfe dans la conduite d'opérations ciblées en Iran contre le corps des Gardiens de la révolution iranienne (IRGC) et contre le site du complexe militaire de Parchin (mai 2022)¹⁵.

Le rapprochement israélo-golfien s'est renforcé lorsque Joe Biden a entamé de son côté des négociations avec Téhéran pour la restauration de l'accord sur le nucléaire iranien de juillet 2015, négociations critiquées à la fois par l'État hébreu et les pétromonarchies. Ces dernières vont également reprocher à Joe Biden son manque de soutien aux Émirats arabes unis, à la suite d'attaques de missiles et de drones revendiquées par les rebelles houthistes sur leur territoire, en janvier et février 2022. Enfin, les impératifs de sécurité intérieure des pays du Golfe, qui veulent surveiller leur population, via une collaboration étroite avec Israël, à l'instar de la Chine, sur l'IA et la cybersécurité, redessinent l'architecture de la coopération sécuritaire régionale. Israël a ainsi déployé des systèmes de radars et des capacités de détection et d'alerte aux EAU et à Bahreïn. En revanche, Tel Aviv n'envisage pas d'installer ses batteries de défense aérienne (Iron Dome) sur le sol des EAU en raison du caractère potentiellement instable des régimes autoritaires du Golfe et du faible niveau d'adhésion de leur population aux accords Abraham, décidés par les seuls autocrates.

Aux États-Unis, administrations républicaine et démocrate confondues voient dans ces accords une solution tremplin dans une région du Moyen-Orient qu'ils ne considèrent plus comme essentielle à la défense de leurs intérêts vitaux. Washington se satisferait ainsi d'endosser un rôle de parrain et de soutien à une intégration régionale, tout en veillant à y réduire l'influence de la Chine. En effet, Pékin est devenu le premier partenaire économique dans la région et a renforcé son assise politique, comme en témoigne son parrainage donné à l'accord conclu entre Riyad et Téhéran, le 10 mars 2023 à Pékin, pour rétablir leurs relations diplomatiques¹⁶.

Ce succès diplomatique de la Chine au Moyen-Orient résonne comme un coup de semonce porté à l'influence américaine en déclin dans la région. Il a fait voler en éclats le projet israélien de constituer un front uni avec les États-Unis et les monarchies du Golfe pour contrer la menace iranienne et convaincu l'administration Biden de faire du rapprochement saoudo-israélien l'objectif phare de sa diplomatie au Moyen-Orient. C'est en remusclant le partenariat stratégique, économique et sécuritaire avec Riyad principalement, mais aussi avec Abou Dhabi, que le président Biden compte s'y prendre.

Néanmoins, la guerre actuelle, et son dramatique bilan humanitaire causé par le projet cher aux ministres d'extrême droite du gouvernement Netanyahu de déplacer les Palestiniens hors de Gaza tout en appelant à un retour des colons juifs¹⁷ et à la poursuite de l'établissement de colonies sauvages en Cisjordanie, désarçonne les dirigeants arabes qui ont choisi de normaliser leurs relations avec Israël. En revanche, Riyad qui n'a pas voulu

15. Après l'attentat ciblé qui a tué Hassan Sayad Khodayri, un cadre de la Force al-Quds issue des Gardiens de la révolution, le 22 mai 2022, une ambitieuse opération attribuée à Israël, a frappé, le 25 mai suivant, l'installation de Parchin, qui est liée au programme de drones armés de l'Iran.

16. Fatiha Dazi-Héni, Carine Pina, Wendy Ramadan-Alban, « [L'accord de normalisation des relations diplomatiques saoudo-iraniennes signé à Pékin : regards croisés](#) », Note de recherche 137, IRSEM, 7 juin 2023.

17. Communiqué du département d'État américain sur le rejet des déclarations des deux ministres Bezalel Smotrich et Itamar Ben Gvir : <https://www.state.gov/rejection-of-irresponsible-statements-on-resettlement-of-palestinians-outside-of-gaza/> ; voir aussi : « [Guerre Israël-Hamas : l'Union européenne condamne les propos de ministres israéliens ayant appelé les Palestiniens à quitter Gaza](#) », *Le Monde*, 3 janvier 2023.

inscrire les négociations d'une normalisation avec Israël, conduites par les États-Unis, dans le cadre des accords Abraham, comme l'ont fait les quatre États arabes signataires, reste un acteur crédible.

Les États arabes signataires des accords Abraham hors-jeu dans le conflit à Gaza

Les États arabes, qui ont normalisé leurs relations avec Israël en signant les accords Abraham à partir de 2020, avaient parié, tout comme Benjamin Netanyahu, sur la pacification de la région par la prospérité économique. Ils se retrouvent aujourd'hui en porte-à-faux vis-à-vis de leur opinion publique, notamment au Maroc¹⁸ et à Bahreïn, où les populations, très attachées à défendre la cause palestinienne, manifestent massivement, depuis le début des représailles israéliennes, en appelant à la rupture des relations diplomatiques. La décision de Bahreïn de rejoindre la coalition navale baptisée Gardien de la prospérité¹⁹, rejetée en masse par le peuple, a ravivé les tensions opposant, depuis le « printemps bahreïni » de 2011²⁰, la dynastie régnante Al Khalifa à une large frange de sa population. Ces tensions se sont exacerbées à l'occasion de la normalisation des relations avec Israël²¹.

De son côté, la fédération des EAU qui exerce un contrôle numérique implacable²² sur sa population nationale (moins d'1 million) et expatriée (9,5 millions) veille à réduire au silence toute marque de soutien populaire à Gaza ou, pire, au Hamas dont la popularité est en forte hausse dans la péninsule Arabique, comme en témoignent de façon surprenante les slogans des manifestants dans le sultanat d'Oman²³, peu habitué aux mobilisations politisées. Quant à la ferveur pro-palestinienne plus attendue au Yémen, elle sert aux rebelles houthistes à se re-légitimer à l'intérieur, alors qu'ils faisaient face à un mécontentement accru depuis septembre 2023²⁴. Ils ont décidé d'agir en s'attaquant à toutes les embarcations

18. Alexandre Aublanc, « [Maroc : la normalisation des relations avec Israël mise à mal par la guerre](#) », *Le Monde*, 15 octobre 2023.

19. Cette coalition navale a été créée à l'initiative des États-Unis pour combattre les attaques perpétrées par les houthistes sur les navires en mer Rouge. En visite en Israël, le secrétaire américain à la Défense, Lloyd Austin, a annoncé, le 18 décembre 2023, la formation d'une coalition internationale, afin de contrer les attaques répétées des houthistes en mer Rouge contre des navires considérés comme « liés à Israël » par ce groupe aussi appelé Ansar Allah (engagé dans une guerre contre le gouvernement yéménite reconnu par la communauté internationale). Dix pays font partie de cette coalition : le Royaume-Uni, Bahreïn, le Canada, l'Italie, les Pays-Bas, la Norvège, l'Espagne, les Seychelles, ainsi que la France et les États-Unis. Prosperity Guardian opère sous la houlette de la Combined Task Force, dite CTF 153, lancée en 2022 pour surveiller le détroit du Bab el-Mandeb ; voir Vincent Groizeleau, « [Mer Rouge : l'opération Prosperity Guardian placée sous l'ombrelle de la CTF 153](#) », *Mer et Marine*, 20 décembre 2023.

20. Laurence Louër, « Le soulèvement au Bahreïn », *Tumultes*, 1-2 (38-39), 2012, p. 213-227.

21. Nazeeha Saeed, « [Bahrain and the Gaza War. Official Stance Clashes with Public Opinion](#) », *Amwaj.media*, 30 décembre 2023.

22. Marc Owen Johns, *Digital Authoritarianism in the Middle East. Deception, Disinformation and Social Media*, Londres, Hurst & Company, 2022.

23. Le durcissement des positions en Oman se reflète dans les vidéos diffusées sur son compte X par le mufti d'Oman, cheikh Ahmad Bin Hamad al-Khalili, ou dans les courtes vidéos montrant des manifestants scandant notamment le slogan « Vous avez dit que Hamas est terroriste, nous vous répondons tout Oman est Hamas », diffusées sur les réseaux sociaux. Voir aussi Yves Marin, « [À Oman la cause palestinienne relance la fièvre politique](#) », *orientxxi*, 15 décembre 2023.

24. « [Yemen Wave of Arrests by Huthi De Facto Authorities Following Demonstrations](#) », Amnesty.org, 29 novembre 2023. Le ras-le-bol exprimé par les manifestants à Sanaa visait à dénoncer leur épuisement face à cette longue guerre et à dénoncer la gestion très autoritaire et sans concession des houthistes.

liées à Israël, naviguant sur la mer Rouge²⁵, tant qu'un cessez-le-feu permanent sur la bande de Gaza ne sera pas décrété.

Par ailleurs, les dirigeants émiratis ont été les seuls au sein du monde arabe à imputer au Hamas la responsabilité de l'escalade de violence déclenchée par les attaques du 7 octobre²⁶. Abou Dhabi, qui siégeait comme membre non permanent (2022-2023) au sein du Conseil de sécurité de l'ONU (CSNU), a tenté de masquer son extrême embarras face au dramatique bilan humain, aggravé par la famine et les épidémies, en misant sur l'acheminement de son aide humanitaire vers Gaza, via l'Égypte. La fédération des EAU a ainsi déployé un réel activisme sur la question, tant au sein du CSNU qu'à l'occasion du vote du texte de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies²⁷, probablement pour compenser leur refus de remettre en cause leur accord de normalisation avec Israël. L'État fédéral émirati est rompu à la diplomatie humanitaire qu'il organise et promeut avec efficacité, même lorsqu'il est partie prenante des conflits (Yémen notamment). Il en fait même un argument phare de son *soft power*²⁸. Néanmoins, sa réputation d'îlot pacifique et tolérant dans une région en plein tumulte, a sérieusement été entachée par son interventionnisme militaro-financier lors des révolutions du « printemps arabe » en Libye et, plus particulièrement, pendant la guerre au Yémen ainsi qu'au Soudan.

Abou Dhabi ne remet pas en question la normalisation avec Israël, à l'instar des autres États arabes signataires des accords Abraham. Il est dans son intérêt aujourd'hui, selon Andreas Krieg, professeur assistant spécialiste du Golfe au Département d'études de défense du King's College de Londres, de conserver des réseaux et des leviers à Washington²⁹. La présence militaire américaine au Moyen-Orient demeure primordiale pour les EAU, en dépit de leur diplomatie proactive de diversification pour conclure des partenariats stratégiques bilatéraux avec la Chine, la Russie ou l'Inde, et multilatéraux sur le modèle du partenariat I2U2³⁰.

Cependant, la prolongation de la guerre à Gaza, cautionnée par le soutien militaire et politique américain visant à éradiquer le Hamas, objectif que les dirigeants émiratis partagent, tant ils abhorrent ce courant de l'islam politique associé à la confrérie des Frères musulmans, rend leur situation très inconfortable. Comme le souligne Aziz Algashian : « Même si les dirigeants émiratis n'admettront jamais qu'ils ont commis une erreur en omettant la question palestinienne des accords Abraham, force est de constater qu'ils ne

25. « [Deep Dive: Yemen's Houthis Capture Ship Linked to Israeli Billionaire](#) », *Amwaj.media*, 20 novembre 2023.

26. « [UAE Calls Hamas Attacks on Israel a "Serious and Grave Escalation"](#) », Reuters, 8 octobre 2023.

27. L'Assemblée générale des Nations unies a adopté à une large majorité (153 voix pour, 10 votes contre et 23 abstentions), le 12 décembre 2023, une résolution réclamant un cessez-le-feu immédiat et la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et la garantie de l'accès humanitaire.

28. Adam Krzymowski, « [Role and Significance of the United Arab Emirates Foreign Aid for its Soft Power Strategy and Sustainable Development Goals](#) », *Social Sciences*, 11 (2), 48, 2022.

29. Giorgio Cafiero, « [Three Years After Abraham Accords, Gaza War Corners UAE](#) », *Amwaj.media*, 31 octobre 2023.

30. Le partenariat I2U2 réunit Israël, l'Inde, les États-Unis et les Émirats arabes unis. Il a été lancé le 21 septembre 2023 afin de renforcer la coopération dans les secteurs de la Tech et de la sécurité alimentaire. Voir Narayanappa Janardhan, Gedaliah Afterman, « [I2U2 Summit Overlooks Geopolitics in Favor of Economic Collaboration](#) », The Arab Gulf States Institute in Washington (AGSIW), 26 juillet 2022.

disposent d'aucun levier pour influencer le gouvernement israélien sur le cours de la guerre à Gaza³¹. »

À l'opposé, le Qatar, à l'instar d'Oman, a été parmi les premières monarchies de la péninsule Arabique à établir, à partir du milieu des années 1990, un lien institutionnel avec Israël, rompu en 2000 lors de la deuxième intifada palestinienne. Doha a néanmoins rejeté l'idée de signer les accords Abraham qui s'écartent de l'accord de paix arabe adopté sous l'impulsion de Riyad, en 2002. L'émirat s'impose aujourd'hui néanmoins comme l'intermédiaire obligé entre le Hamas, Tel Aviv et Washington, et s'érige en acteur régional incontournable dans le contexte de la guerre à Gaza³², comme l'attestent son rôle essentiel dans la libération des premiers otages israéliens au mois d'octobre tout comme ses efforts pour parvenir avant et pendant le mois de Ramadan (11 mars – 9 avril 2024) à obtenir une trêve prolongée pour la libération des otages contre celle de prisonniers palestiniens.

ARABIE SAOUDITE : DE LA GESTION DE LA QUESTION PALESTINIENNE AU RAPPROCHEMENT AVEC ISRAËL

Aujourd'hui, le retour brutal de la question palestinienne s'impose aux dirigeants de la région et notamment à l'Arabie saoudite.

Après son succès aux élections législatives palestiniennes du 25 janvier 2006, le Hamas via Ismaël Haniyeh, désigné par le président Abbas Premier ministre de l'Autorité palestinienne (AP), forme un gouvernement. Celui-ci n'est pas reconnu par l'UE, les États-Unis ni bien sûr Israël qui ont inscrit le Hamas sur la liste des organisations terroristes. Cette situation aura une incidence directe sur la dégradation des relations entre les factions palestiniennes. En effet, en poussant Mohammed Dahlan, l'homme fort du Fatah à Gaza (installé de longue date à Abou Dhabi et soutenu par l'État fédéral), à lancer une offensive armée pour reprendre par la force, à Gaza, le pouvoir au Hamas, Tel Aviv et Washington ont contribué au déclenchement de la guerre fratricide entre le Fatah, qui dirige l'AP en Cisjordanie, et le Hamas à Gaza.

Pour mettre fin à cette guerre civile palestinienne, Riyad a, sous le sceau du souverain Abdallah (2000-2015), conclu l'accord de principe de La Mecque. Signé le 8 février 2007, il porte sur la formation d'un gouvernement d'union nationale palestinien. L'échec de cette initiative, avec les combats qui reprennent le 14 juin 2007³³, aurait, nous dit Aziz Algashian, « découragé le leadership saoudien de maintenir son rôle en pointe sur le dossier palestinien³⁴ ». En effet, après la fin de non-recevoir opposée par Israël, l'UE et les États-Unis à l'initiative saoudienne de paix arabe, adoptée en tant que plan de paix au sommet de la Ligue des États arabes à Beyrouth, le 28 mars 2002, Riyad a déchanté. En outre, avec l'échec de l'accord de février 2007, Riyad s'est progressivement désengagé, laissant le champ libre

31. Entretien avec Aziz Alghashian, 11 décembre 2023, Riyad.

32. Hussein Ibish, « [Qatar May Hold the Key to Hamas' and Gaza's Future](#) », AGSIW, 18 décembre 2023.

33. À cette occasion, Mahmoud Abbas déclare l'état d'urgence et dissout le gouvernement d'union nationale.

34. Entretien avec Aziz Alghashian, 11 décembre 2023, Riyad.

au Qatar et à l'Égypte pour s'emparer en première ligne du dossier palestinien. Le royaume a néanmoins continué à soutenir les initiatives, conduites par Doha et Le Caire, allant dans le sens de la réconciliation inter-palestinienne et qui obtiendront des succès ponctuels³⁵. Depuis lors, et la guerre que livre Israël dans la bande de Gaza le confirme, Doha et Le Caire sont au cœur de l'action diplomatique visant à conclure des trêves, voire un cessez-le-feu pour la libération des otages israéliens en échange de prisonniers palestiniens³⁶.

Quel avenir pour le processus de normalisation des relations israélo-saoudiennes ?

Le signal le plus symbolique du processus de normalisation saoudo-israélien remonte en réalité à 2016, lorsque l'Arabie saoudite a décidé de rétablir sa souveraineté sur les îles de Tiran et de Sanafir, cédées par le royaume à l'Égypte lors de la guerre des Six-Jours, en octobre 1967³⁷. En acceptant de respecter les obligations, assumées par l'Égypte lors de la signature du traité de paix avec Israël en 1979, concernant les règles internationales relatives à la liberté de navigation, notamment par les voies maritimes du détroit de Tiran et le golfe d'Aqaba, Riyad établit *de facto* un lien formel avec Israël³⁸. Tel Aviv saisit cette occasion pour promouvoir, comme étant acquis, le processus de normalisation avec le royaume alors que Riyad n'en a jamais publiquement fait mention.

Néanmoins, le net rapprochement opéré entre Riyad et Tel Aviv, consécutif à l'accession au pouvoir du prince héritier saoudien³⁹, s'engage grâce aux relations interpersonnelles qui lient étroitement ce dernier avec le président américain, Donald Trump, et plus encore avec son gendre Jared Kushner, chargé de mettre en place « l'accord du siècle⁴⁰ ». L'échec de Donald Trump aux élections présidentielles, en novembre 2020, remet en question la qualité des relations saoudo-américaines. Le président Biden, à l'instar du président Obama, verra ses liens avec l'Arabie saoudite et les EAU se détériorer significativement⁴¹. Toutefois, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022 change la donne et contraindra le président Biden à se rendre, au mois de juillet, à Djeddah afin de tenter d'obtenir de Riyad qu'il augmente sa production de pétrole pour enrayer la dynamique inflationniste des prix de l'énergie. Ainsi, Washington conviendra de la nécessité de compenser son repli du Moyen-Orient par une diplomatie créative et un dynamisme économique afin de

35. Les diverses médiations, égyptiennes ou qataries, permettent la signature de nouvelles trêves entre les deux factions palestiniennes, au Caire, le 4 mai 2011, ou à Doha, le 6 février 2012, mais elles sont à chaque fois de courte durée.

36. Samuel Forey, « [Guerre Israël-Hamas : à Gaza, une trêve fragile pour de nouvelles libérations d'otages](#) », *Le Monde*, 28 novembre 2023.

37. Gies College of Business, University of Illinois, « [How are the Abraham Accords Changing the Middle East?](#) », 13 mars 2023.

38. Eran Lerman, Joshua Teitelbaum, « [Sailing Through the Straits. The Meaning for Israel of Restored Saudi Sovereignty over Tiran and Sanafir Islands](#) », Bar Ilan University, BESA Center Perspectives Paper, 40, 17 avril 2016.

39. Fatiha Dazi-Héni, *L'Arabie saoudite en 100 questions*, *op. cit.*

40. Youssef Munayyer, « [Mohammed Bin Salman and the "Deal of the Century"](#) », Arab Center Washington DC, 17 décembre 2018.

41. Emile Hokayem, « [Fraught Relations: Saudi Ambitions and American Hanger](#) », *Survival*, IISS, 6 décembre 2022.

rétablir son influence dans les pays du Golfe⁴². En dépit des aléas de la relation bilatérale saoudo-américaine, Washington demeurera l'épicentre du processus de négociation de la normalisation des relations saoudo-israéliennes.

L'imminence de la normalisation saoudo-israélienne : leurre ou réalité ?

Dans le sillage des accords Abraham, des rumeurs insistantes en provenance de Washington et Tel Aviv, confirmées par une interview à Fox News du prince héritier, le 21 septembre 2023, annonçaient l'imminence d'une normalisation entre l'Arabie saoudite et Israël, en contrepartie de concessions sécuritaires écrites et significatives en faveur du royaume, promises par le président Biden. Néanmoins, ces garanties ne convenaient ni à une forte majorité d'élus au Congrès, qui y était opposée, ni au gouvernement Netanyahu, qui persistait en outre dans son refus d'accorder toute concession à la partie palestinienne, comme l'exigeait Riyad.

Selon Aziz Algashian, qui étudie depuis plusieurs années le rapprochement d'Israël avec plusieurs monarchies du Golfe, Tel Aviv perçoit le Conseil de coopération du Golfe (CCG) comme un bloc homogène, probablement par méconnaissance des sociétés golfiennes, alors qu'il aurait tout intérêt à envisager des accords de normalisation séparés. Ce constat pourrait expliquer que Tel Aviv ait communiqué avec aplomb sur l'imminence de la normalisation des relations avec Riyad, présentée dans les médias et considérée par la rhétorique officielle comme quasi acquise alors même que la réalité était très éloignée. L'autre explication avancée par des observateurs de la région souligne l'intérêt politique du Premier ministre israélien de surenchérir sur la formalisation d'une normalisation acquise afin d'enranger un succès diplomatique symboliquement chargé. En effet, que pourrait obtenir de mieux Israël, peu après avoir subi le camouflet de la réconciliation diplomatique entre Téhéran et Riyad, qu'une normalisation avec le pays qui abrite les deux premiers lieux saints de l'islam ?

Washington, avec à sa tête le président Biden, avait également tout intérêt à amplifier les spéculations stratégiques sur l'imminence de cette normalisation, tant un succès diplomatique au Moyen-Orient lui faisait encore défaut, notamment après le calamiteux retrait d'Afghanistan⁴³. La normalisation de la relation saoudo-iranienne réalisée sous les auspices de la Chine, le 10 mars 2023, a en outre porté un coup sévère à l'influence américaine déclinante dans le Golfe, incitant le président Biden à manifester un regain d'intérêt pour redynamiser les partenariats stratégiques avec les pays du Golfe.

Ainsi, la visite de Jack Sullivan, conseiller à la Sécurité nationale, le 7 mai 2023 à Riyad, en vue de convier le royaume à rejoindre le multi-partenariat I2U⁴⁴, avait pour objectif de rallier Riyad au mécanisme sophistiqué des multi-alliances contractées par Washington dans l'Indo-Pacifique autour du projet IMEC (India-Middle East-Europe

42. Fatiha Dazi-Héni, « Guerre en Ukraine et renouveau des politiques étrangères de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis », *Revue Défense nationale*, 862, « Vers un ordre international alternatif ? », été 2023, p. 104-110.

43. Alain Gresh, « [Afghanistan : d'une défaite à l'autre](#) », *orientxxi*, 15 août 2021.

44. Voir note 29, p. 7.

Economic Corridor) afin que celui-ci concurrence l'influence de la Belt and Road (BRI) chinoise dans la région. La visite de trois jours du secrétaire d'État américain, Antony Blinken, dans le royaume (6-8 juin 2023) s'inscrivait dans la même veine. Elle visait à réengager une dynamique plus fortement centrée sur un partenariat économico-stratégique (*Partnership for Global Infrastructure and Investment* – PGI) ⁴⁵ pour faire obstacle à l'influence de la Chine.

Cette relance de la diplomatie américaine, focalisée sur l'Indo-Pacifique, s'est systématiquement accompagnée de déclarations politiques très optimistes sur le processus avancé des négociations pour normaliser les relations saoudo-israéliennes, abondamment relayées par les médias. Barbara Leaf, sous-secrétaire aux Affaires du Proche-Orient au département d'État, n'a d'ailleurs pas hésité à affirmer, lors d'une réunion du sous-comité des affaires étrangères au Sénat, le 1^{er} juin 2023, que nombre de spéculations erronées circulaient sur l'imminence d'un accord de normalisation entre Israël et l'Arabie saoudite⁴⁶.

Côté saoudien, le prince héritier a, lors de son interview à Fox News, clairement adressé un message optimiste en annonçant que la normalisation se rapprochait de jour en jour. Or cet exercice de communication visait une audience acquise à la cause et s'inscrivait dans le réchauffement des relations avec Washington. En revanche, le narratif destiné aux Saoudiens consistait à exiger d'Israël une solution politique pour la Palestine et à mettre un terme à la colonisation en Cisjordanie. S'il est manifeste que le dauphin est le plus fervent partisan du royaume d'un rapprochement saoudo-israélien, il est conscient de l'impopularité de cette mesure : il n'a pas hésité à poser des conditions contraignantes pour obtenir des États-Unis qu'ils garantissent, par un accord écrit, la sécurité du royaume ; il en a même fait un préalable aux discussions avec la Maison Blanche pour négocier la normalisation avec Israël.

Néanmoins, l'emballage médiatique sur le processus de négociations a largement maquillé la réalité, en passant sous silence les nombreuses contraintes et difficultés pesant sur une telle normalisation, autrement plus exigeante que celle engagée dans le cadre des accords Abraham. Cette négociation, aujourd'hui gelée par Riyad, est néanmoins toujours d'actualité à en croire les déclarations du ministre des Affaires étrangères américain, Antony Blinken, qui persiste à communiquer sur le maintien du processus de normalisation à l'occasion de ses tournées au Moyen-Orient, depuis le début de la guerre à Gaza⁴⁷.

45. Department of State, Office of the US Special Presidential Coordinator for the Partnership for Global, <https://www.state.gov/bureaus-offices/secretary-of-state/office-of-the-u-s-special-presidential-coordinator-for-the-partnership-for-global-infrastructure-and-investment/> [consulté le 9 juin 2023].

46. Marc Rod, « [Barbara Leaf Downplays Reports of Imminent Saudi-Israeli Normalization](#) », jewishinsider.com, 1^{er} juin 2023.

47. Edward Wong, « [Blinken Says Saudi Arabia Remains Interested in Diplomatic Ties With Israel](#) », *The New York Times*, 8 janvier 2024.

RÔLE ET PLACE DE L'ARABIE SAOUDITE DANS LE CONTEXTE DE LA GUERRE À GAZA

Nombre de dirigeants occidentaux attendaient du royaume saoudien qu'il joue un rôle pivot dans le contexte de ce nouvel épisode du conflit israélo-palestinien. Au cours de notre mission d'évaluation, nous avons constaté en écoutant des diplomates, chercheurs et consultants que les dirigeants saoudiens, bien que très actifs sur le front diplomatique, se positionnaient en retrait des pays en prise directe avec la guerre à Gaza. Les États frontaliers et signataires des deux accords de paix avec Israël : l'Égypte et la Jordanie, aujourd'hui pourtant très affaiblis et dépendants de leurs bailleurs de fonds saoudien et émirati, sont sur le devant de la scène. Cependant, le Qatar est de loin l'acteur clé du processus diplomatique dans le contexte de la guerre à Gaza et devrait continuer à jouer un rôle majeur dans l'après-guerre, compte tenu de son poids sur la scène politique palestinienne et de la confiance dont il jouit auprès de Washington, y compris dans le cas d'un retour d'une administration républicaine à l'issue du prochain scrutin présidentiel américain. Néanmoins, la question de l'expulsion des cadres du Hamas de Doha se pose d'ores et déjà pour l'émirat, comme le laisse entendre la violente campagne anti-qatarie menée par le gouvernement israélien, accusant Doha de forger des liens avec des groupes comme le Hamas ou les Talibans afin de se prévaloir de sa politique de médiation⁴⁸.

De son côté, Riyad tente de se placer au-dessus de la mêlée, en choisissant d'assumer le rôle de chef de file du monde arabo-islamique. Le 10 novembre 2023, plus d'un mois après le début de la guerre à Gaza, le royaume a réuni un sommet de la Ligue des États arabes (LEA) consacré au conflit afin de décider de mesures concrètes. Cependant, d'importantes dissensions ont opposé la grande majorité des 22 États membres, favorables à la prise de sanctions fortes contre Israël, à une minorité d'États, soutenant le maintien des liens avec Tel Aviv (Égypte, Jordanie, EAU, Bahreïn, Maroc et Arabie saoudite).

Le premier groupe de pays a préconisé trois sanctions majeures : la rupture des relations diplomatiques, l'isolement économique, voire le recours à l'embargo pétrolier comme en 1973, toutes rejetées par le deuxième groupe. Pour ne pas camper sur cet échec, l'Arabie saoudite a réuni, le lendemain, de façon inédite, un sommet conjoint arabo-islamique, regroupant les 57 États de l'Organisation de la coopération islamique (OCI) dont les 22 États de la LEA. La présence très commentée du président iranien Raïssi à ce sommet a focalisé l'attention, marquant le succès diplomatique du prince héritier, en position de parler à tout le monde dans ce contexte. Cette première visite d'un président iranien en onze ans, qui intervient après sept années de rupture diplomatique, a, selon le Dr Abdullah Al Tayer, « permis aux deux poids lourds de la région d'afficher publiquement la poursuite de la désescalade régionale qui s'était concrétisée par la re-normalisation des relations diplomatiques au printemps et surtout d'éviter une régionalisation de la guerre au

48. James Dorsey, « [Israel Puts Qatar in the Crosshair as Hamas Reasserts Itself in Gaza](#) », *Modern Diplomacy*, 21 février 2024.

Proche-Orient⁴⁹ ». Tous s'accordent sur l'échec patent de l'ONU comme instance régulatrice de l'action humanitaire et chargée de faire respecter le droit international. Ils appellent tous à un cessez-le-feu immédiat et permanent pour acheminer en urgence l'aide humanitaire à la population et rejettent l'argument de la légitime défense invoquée par les États occidentaux en soutien à la guerre conduite par Israël à Gaza. Ils s'opposent catégoriquement à l'expulsion massive des Palestiniens de la bande de Gaza et à la poursuite des colonies de peuplement sauvages en Cisjordanie. Par ailleurs, Riyad s'est en coulisse réjoui d'avoir obtenu de l'Iran, qui s'est toujours prononcé contre la solution de la coexistence des deux États, de ne pas soulever cette objection pendant le sommet, afin de souligner leur convergence lors du communiqué final.

Toutefois, la mission diplomatique⁵⁰, décidée à l'issue du sommet et menée par Riyad dans les grandes capitales, Pékin, Moscou, Madrid, Paris, Washington..., pour plaider en faveur d'un cessez-le-feu permanent et de l'envoi d'une aide humanitaire d'urgence à Gaza, n'a pas, à l'image des nombreux sommets organisés par le royaume, abouti ni suscité d'écho significatif. En contraste, la procédure introduite devant la Cour internationale de justice à La Haye par l'Afrique du Sud, le 29 décembre 2023, visant Israël en raison de ses manquements à la Convention internationale pour la prévention et la répression du crime de génocide, a eu un tel retentissement international qu'elle a nettement tranché avec la passivité du leadership des États arabo-musulmans, comme l'atteste l'absence probante de résultats sur le terrain.

La Vision 2030 de Mohammed Bin Salman façonne sa politique extérieure

Pour comprendre les fondamentaux de la politique étrangère saoudienne et le rôle que le royaume s'assigne dans les crises régionales, « il faut considérer ce qui est nouveau et nous importe le plus, à savoir, notre propre développement car la politique étrangère est calquée sur la Vision 2030 », nous dit Raed al-Krimli, directeur politique au ministère saoudien des Affaires étrangères. « La première des priorités est de parvenir à établir la stabilité régionale, d'où la décision de réorienter notre diplomatie vers la désescalade, à partir du 5 janvier 2021, date du sommet d'Al Ula, qui a entériné la réconciliation avec le Qatar, après trois ans et demi de crise »⁵¹.

Selon lui, les négociations pour un cessez-le-feu temporaire, obtenu en avril 2022 sous l'égide de l'ONU, entre les parties yéménites et Riyad, le retour à la normalisation des relations saoudo-iraniennes sous les auspices de la Chine (mars 2023), ou la réintégration de la Syrie au sein de la LEA (mai 2023), attestent du nouveau choix diplomatique du royaume

49. Entretien avec le Dr Abdullah Al Tayer, aujourd'hui conseiller au ministère des Affaires étrangères, 13 décembre 2023.

50. Le ministre des Affaires étrangères saoudien, Faysal Bin Farhan, est, dans le cadre de cette mission, accompagné de ses homologues jordaniens, égyptien, indonésien, turc, qatari et palestinien.

51. Entretien avec le directeur politique au ministère des Affaires étrangères, le 5 décembre 2023, Riyad. Pour la crise du Golfe qui a opposé un quartet de pays arabes (EAU, Arabie saoudite, Bahreïn et Égypte) au Qatar, voir : Andreas Kireg (dir.), *Divided Gulf. The Anatomy of a Crisis*, Londres, Palgrave Macmillan, 2019 ; Kristian Coates Ulrichsen, *Qatar and the Gulf Crisis*, Londres, Hurst & Company, 2020. Sur le sommet d'Al Ula, voir Fatima Dazi-Héni, « [Golfe. L'Arabie saoudite et le Qatar se rapprochent, les Émirats renâclent](#) », *orientxxi*, 11 février 2021.

d'harmoniser sa politique intérieure avec l'apaisement de son environnement régional immédiat.

Avant la résurgence de la guerre à Gaza, le 7 octobre 2023, Riyad était même sur le point de conclure des négociations pour un accord de paix entre les houthistes et le gouvernement yéménite légitimement reconnu. Cependant, l'extension du conflit, avec notamment les attaques lancées par les houthistes en mer Rouge et les répliques conduites par les États-Unis et la Grande-Bretagne dans le cadre de la coalition maritime mise en place en décembre 2023, a paralysé l'action diplomatique du royaume.

La multiplication des conflits aux confins de la mer Rouge, avec les attaques houthistes qui perturbent la navigation et le commerce international ainsi que la guerre au Soudan et les tensions dans la Corne de l'Afrique (Éthiopie, Somalie) contrarient les mégaprojets de développement et de tourisme de la Vision 2030, concentrés pour l'essentiel le long de la mer Rouge. Cette situation inconfortable n'incite donc pas Riyad à s'investir comme l'acteur régional majeur dans le contexte de la guerre à Gaza.

Face à l'Iran qui réagit *a minima*, même par l'intermédiaire de ses proxys (Hezbollah, milices chiites irakiennes et houthistes du Yémen – ces derniers obéissant surtout à leurs propres impératifs intérieurs et idéologiques), l'Arabie saoudite, qui refuse notamment d'utiliser l'arme pétrolière comme en 1973, n'intervient pas non plus de manière significative. Riyad, qui cherche avant tout à protéger ses intérêts, continue à négocier avec Moscou pour préserver la régulation des prix du marché pétrolier mondial. Cet impératif, précise Raed al-Krimli, qui consiste à « maintenir le prix du pétrole entre 80 et 100\$ est destiné à rassurer nos principaux clients importateurs, les grandes économies asiatiques, et attirer les investissements dans les nombreux chantiers et projets de la Vision 2030⁵² ».

Entre gêne et impuissance du royaume face au contexte de chaos à Gaza

Le dossier palestinien resurgit en Arabie saoudite auprès d'une population jeune non socialisée sur ce conflit et davantage immergée dans l'ambiance hédoniste de la Vision 2030 orchestrée par Mohammed Bin Salman depuis l'année 2016. Le dauphin saoudien a, très tôt, misé son avenir politique sur la jeunesse. Il a fait le calcul politique de s'adresser à elle, alors qu'elle avait été de tout temps ignorée, et mis en place une culture des loisirs inédite, ouvrant sur la libéralisation des mœurs et de la société, tout en veillant à s'assurer du plus strict verrouillage politique⁵³. Ainsi, avant les attaques du 7 octobre, la jeunesse urbaine de Riyad et des grandes villes du royaume est accaparée par les multiples offres de divertissements, les nombreuses salles de cinéma qui affichent les derniers blockbusters américains, sans compter les nouveaux quartiers et espaces branchés avec cafés, restaurants et salles de jeux vidéo. Le festival *Riyadh Season* qui se déroule entre les mois d'octobre et mars est, à ce titre, emblématique de la fièvre consumériste de loisirs qui s'est emparée de la nouvelle Arabie, proposée par le dauphin saoudien à travers sa Vision 2030. De même,

52. Entretien avec Raed al-Krimli, 5 décembre 2023, Riyad.

53. Fatiha Dazi-Héni, *Arabie saoudite. Le pari de la jeunesse de Mohammed Bin Salman*, Étude 80, IRSEM, mai 2021.

le festival *MDLBEAST*, de loin le plus controversé, se déroule pendant quatre jours dans la lointaine périphérie de la capitale, à la mi-décembre. Attraction musicale la plus branchée de la région, il se présente un peu comme une techno parade et réunit essentiellement des adolescents et des jeunes adultes.

Au détour de conversations informelles à Riyad et Abha, on nous indique que la guerre à Gaza s'est brusquement invitée sur les réseaux sociaux, inondant de courtes vidéos et photos chocs les réseaux TikTok et Snapchat dont les adolescents saoudiens sont particulièrement friands. Un universitaire retraité de Riyad nous a même confié que la jeunesse saoudienne avait été véritablement saisie par la violence des images de Gaza, suscitant de nombreuses réactions et interrogations sur le sort réservé aux Palestiniens auquel elle a été brutalement confrontée. À l'opposé, la guerre qui sévit au Yémen depuis neuf ans n'a pas, quant à elle, suscité un tel émoi. Il faut dire que le narratif sur la menace existentielle que faisait peser l'Iran, en soutenant les houthistes, sur la sécurité du royaume s'est avéré particulièrement efficace auprès d'une grande partie de la population.

Devant l'émotion soulevée par la guerre à Gaza, les autorités auraient même envisagé de fermer le réseau social TikTok, de peur d'éveiller auprès d'une jeunesse jusque-là insouciante et dépolitisée, un sentiment de solidarité pouvant se traduire par une mobilisation pro-palestinienne d'ampleur. D'autres interlocuteurs, lors de discussions informelles, ont précisé que les autorités se tenaient sur leurs gardes et avaient donné aux imams et aux universités la consigne de ne pas provoquer de débats publics sur la guerre. À ce titre, le festival international du film de la mer Rouge (*Red Sea Film Festival*) de Djeddah⁵⁴, qui s'est déroulé au début du mois de décembre, a été symptomatique de la gêne ressentie par les autorités lorsqu'il s'agit d'évoquer publiquement la tragédie humanitaire à Gaza. Lors de la remise du prix du meilleur film, attribué à un cinéaste palestinien, le lauréat a consacré un pan entier de son discours de remerciement aux drames subis par la population gazaouie. La retransmission en direct à la télévision a été brusquement interrompue. Si le lauréat a été très applaudi par une audience internationale, le public saoudien présent, qui aurait reçu la consigne de ne pas revêtir de keffieh, s'est quant à lui abstenu. Cette consigne et l'interdiction de tout soutien et prières publiques à la Palestine auraient été transmises aux pèlerins de la Omra (petit pèlerinage). L'embarras du royaume dans le contexte de la guerre à Gaza révèle ses multiples contradictions.

Un sondage publié par le Washington Institute, un think tank américain, montre qu'une écrasante majorité de Saoudiens, soit 96 % des 1 000 personnes interrogées entre le 14 novembre et le 6 décembre 2023⁵⁵, est favorable à la rupture immédiate des relations diplomatiques entre les États arabes et Israël, et s'oppose catégoriquement à une normalisation des relations entre Riyad et Tel Aviv. Chiffre plus inquiétant pour les autorités saoudiennes, les auteurs du sondage indiquent que 40 % des Saoudiens interrogés ont une opinion positive du Hamas, alors que le nombre de sympathisants n'atteignait pas les 10 %

54. Inauguré en 2019, ce festival international est devenu en moins d'un an le plus important événement cinématographique de la région Afrique du Nord - Moyen-Orient et l'un des fleurons du nouveau *soft power* saoudien, attirant chaque année les plus grandes stars de Hollywood, du cinéma arabe, européen ou encore indien.

55. Catherine Cleaveland, David Pollock, « [New Poll Sheds Light on Saudi Views of Israel-Hamas War](#) », Washington Institute, 21 décembre 2023.

avant les attaques du 7 octobre. En effet, beaucoup de jeunes Saoudiens urbains reprenaient à leur compte la rhétorique officielle consistant à considérer les courants de l'islam politique « frériste » (mouvance des Frères musulmans) comme des groupes extrémistes et terroristes, comme nous avons pu l'observer au cours de nos séjours réguliers antérieurs depuis l'accession au pouvoir du prince Mohammed Bin Salman.

Il est cependant intéressant de noter que les dirigeants saoudiens n'ont pas pointé du doigt la responsabilité du Hamas dans le déclenchement de la guerre, contrairement à ce qu'ils avaient fait lors de la guerre de 2006 entre Israël et le Hezbollah, désigné comme l'instigateur du conflit. À l'inverse des Émirats arabes unis, Riyad n'a jamais qualifié le Hamas d'organisation terroriste⁵⁶. L'Arabie saoudite s'est bornée à inscrire sur la liste des organisations terroristes, en 2014, l'organisation des Frères musulmans sans préciser les variantes qui la compose, se laissant ainsi l'opportunité d'ouvrir, le cas échéant, un canal de communication direct avec le Hamas. Néanmoins, les autorités saoudiennes, manifestement hostiles à son égard, ne voient pas d'un mauvais œil son affaiblissement à défaut de son éradication à l'issue de la guerre. Riyad surveille de près le moindre signe qui accrédi terait la montée en puissance d'une sympathie envers ce mouvement, d'où les efforts déployés pour proscrire toute manifestation publique et ostentatoire pro-palestinienne.

En effet, tout comme la société émiratie, la société saoudienne est soumise à une stricte surveillance numérique ; les villes sont équipées de nombreuses caméras, ce qui dissuade les gens de s'exprimer, notamment en présence d'étrangers. Toutefois, notre mission a coïncidé avec un tel ressentiment à l'égard des positions occidentales, que les langues se sont facilement déliées sur les impacts de la guerre à Gaza dans le monde, et en Arabie en particulier.

Pendant, comme le note le politiste britannique Mark Thompson, qui enseigne les relations internationales en Arabie et étudie la société saoudienne depuis le début de la décennie 2000 : « La question palestinienne reste très ancrée dans l'ADN saoudien mais elle est essentiellement véhiculée par un processus de socialisation au sein des familles, sachant que de nombreux Palestiniens exilés en 1948 ont d'influents positions dans le pays et interagissent naturellement⁵⁷. » En dépit des précautions prises par les autorités pour contrôler et surveiller la population afin de tuer dans l'œuf toute forme de manifestation publique en faveur de la cause palestinienne, la transmission de l'histoire du conflit palestinien passe en priorité dans la sphère privée, familiale et tribale. De fait, ce lien, comme le souligne Mark Thompson, remplit un rôle fondamental dans la socialisation des jeunes et constitue, selon lui, un levier essentiel de la résilience de la société saoudienne, qui a connu depuis près de huit ans une mutation sociale sans précédent⁵⁸. La famille, parce qu'elle transmet l'histoire,

56. Communiqué en arabe du ministère de l'Intérieur, Riyad, le 7 mars 2014, <https://www.spa.gov.sa/9b38e99548>.

57. Entretien avec Dr Mark Thompson, chercheur au King Faysal Center for Research and Islamic Studies (KF-CRIS), 5 décembre 2023, Riyad. Il a publié *Being Young Male and Saudi: Identity and Politics in a Globalized Kingdom*, Cambridge, Cambridge University Press, 2019 et avec Neil Williams, *Governance and Domestic Policymaking in Saudi Arabia: Transforming Society, Economics, Politics and Culture*, Londres, I.B. Tauris, 2022.

58. Entretien avec Dr Mark Thompson, 10 décembre 2023, Riyad. L'entretien s'est focalisé sur ses travaux actuels sur la société saoudienne dans l'ensemble du royaume et plus particulièrement sur ce qui ne change pas dans la société saoudienne contemporaine en pleine transformation.

la grande comme la petite, est un vecteur essentiel. Elle permet aux jeunes, sensibilisés à la question palestinienne, de s'informer sur le conflit à Gaza qu'ils nomment, à l'instar de leurs aînés, la Nakba 2 en référence à l'exil forcé des Palestiniens en 1948.

L'impossible choix de l'émancipation du royaume vis-à-vis des États-Unis face au dilemme de sa sécurité régionale

En faisant le choix de diversifier significativement ses partenaires économiques et stratégiques dans le prolongement de la stratégie émiratie⁵⁹, Riyad, qui est membre du G20 et a intégré les BRICS en janvier 2024, est parvenu à faire entendre sa voix et à s'émanciper de ses partenaires occidentaux. Néanmoins, son dilemme de sécurité dans une région souvent synonyme de poudrière ne se dément pas aujourd'hui et réduit même à néant sa quête d'autonomie stratégique vis-à-vis du partenaire américain, comme le relève Jean-Loup Samaan dans son ouvrage *New Strategies in the Gulf. The Mirage of Autonomy in Saudi Arabia, The UAE and Qatar*⁶⁰.

L'année 2023 a été l'occasion pour Riyad de marquer sa différence avec la politique américaine dans la région qui, à bien des égards, ne converge plus avec ses propres intérêts, d'où le choix de restaurer ses liens diplomatiques avec Téhéran sous les auspices de la Chine. De même, Riyad s'est imposé au Moyen-Orient comme le pôle d'une diplomatie multilatérale dynamique, en accueillant trois sommets réunissant le CCG et l'ASEAN mais aussi les pays caribéens et africains, sans compter les sommets arabe et islamique.

La Vision 2030 s'inscrit en phase avec l'évolution d'un monde multipolaire et l'Arabie saoudite est un composant important d'un système international plus complexe où, comme l'indique Raed al-Krimli, « notre voix compte dans le contexte du Sud global mais elle ne s'exprime pas en fonction d'une opposition systématique aux pays occidentaux⁶¹ ». Ainsi, poursuit-il, « [l]a position très juste de la Chine sur la guerre à Gaza, en appelant depuis le début à un cessez-le-feu immédiat et à une solution pour un État palestinien, de même que ses nombreux investissements dans la région, notamment dans le domaine de la sécurité maritime, rejoignent en tous points nos intérêts⁶² ».

La question de l'extension de la guerre à Gaza sur le front de la mer Rouge est plus que jamais à double tranchant pour Riyad. Comme le fait remarquer Ahmad al-Garni⁶³, Riyad craignait par-dessus tout que les attaques houthistes en mer Rouge donnent lieu à des ripostes israéliennes ou américaines et ruinent tous ses efforts pour sortir de la guerre au Yémen. Les ripostes américaines et britanniques sur des cibles houthistes en territoire yéménite les 11 et 12 janvier 2024, en représailles aux actions de force houthistes, constituent le pire scénario pour le royaume qui multiplie les appels à la retenue. Bien que l'Arabie

59. Fatiha Dazi-Héni, « Guerre en Ukraine et renouveau des politiques étrangères de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis », art. cit.

60. Jean-Loup Samaan. *New Strategies in the Gulf. The Mirage of Autonomy in Saudi Arabia, The UAE and Qatar*, Londres, I.B Tauris, 2023.

61. Entretien avec Raed al-Krimli, 5 décembre 2023, Riyad.

62. *Ibid.*

63. Entretien avec Dr Ahmad Al Garni, chercheur à Rasanah, 13 décembre 2023.

saoudite et l'Égypte, sans compter Israël, soient les pays les plus touchés par la perturbation du commerce en mer Rouge, ils ont refusé d'adhérer à l'opération Gardien de la prospérité⁶⁴.

L'escalade d'un conflit s'élargissant en mer Rouge est d'autant plus mal vécue par les dirigeants saoudiens qu'ils n'ont cessé d'alerter en vain Washington, tout au long des neuf années de guerre au Yémen, sur les dangers que faisaient peser les houthistes, aidés par l'Iran, sur la libre navigation dans le golfe d'Aden et le détroit de Bab el-Mandeb. En outre, des négociations directes engagées avec Ansar Allah, la branche politique des houthistes, avec l'aide d'Oman, étaient sur le point d'aboutir à un accord de transition pour mettre fin à la guerre, après la visite d'une délégation houthiste de haut rang, en septembre 2023, à Riyad⁶⁵.

Cependant, la guerre à Gaza en a décidé autrement, en retardant l'issue des négociations. Aujourd'hui, tout indique que l'opération militaire qui oppose la coalition maritime Gardien de la prospérité, conduite par les États-Unis, aux houthistes compliquera la situation de Riyad, sachant qu'Ansar Allah pose comme préalable à l'arrêt des attaques en mer Rouge, l'imposition d'un cessez-le-feu à Gaza. Ceci ne laisse pas présager un dénouement rapide du conflit au Yémen, comme l'escomptait par-dessus tout Riyad.

Devenus les nouveaux « héros de "l'axe de la résistance"⁶⁶ », les houthistes s'érigent en unique champion de la cause palestinienne à l'échelle régionale tant leur capacité de nuisance affecte l'une des voies maritimes importantes du commerce mondial. Cette efficacité tranche avec la passivité du reste des pays arabes, dont l'Arabie saoudite en première ligne, qui n'a rien obtenu de l'allié américain, ni l'appel à un cessez-le-feu à Gaza ni l'évitement d'une réponse militaire en mer Rouge. Cette situation expose au grand jour les difficultés du leadership saoudien, défié par le pays le plus pauvre du monde arabe au cours de neuf années de guerre et incapable d'infléchir les positions de son partenaire stratégique américain sur la guerre à Gaza.

Enregistrant un regain de popularité au Yémen, les houthistes restent déterminés à perturber le trafic commercial en mer Rouge d'autant qu'il affecte l'économie israélienne⁶⁷. Enhardi par une foule nombreuse scandant « mort à l'Amérique, mort à Israël », Mohammed Ali Al Houthi, membre du Conseil politique suprême des houthistes, déclarait le 12 janvier 2024 être prêt à « une longue confrontation pour faire triompher la cause des martyrs de Palestine⁶⁸ ».

Riyad est coincé entre son désir de se dépêtrer du borbier d'une guerre qu'elle a perdue militairement et sa panique de voir perdurer une confrontation armée sur le rivage

64. Marco Carnelos, « [Des nuages sombres se profilent au-dessus de la mer Rouge pour 2024](#) », *Middle East Eye*, 8 janvier 2024.

65. Helene Lackner, « [Les houthistes sous les feux de la rampe](#) », *orientxxi*, 10 janvier 2024.

66. L'expression « axe de la résistance » désigne l'alliance politico-militaire entre l'Iran, la Syrie, le Hezbollah libanais, les milices chiites irakiennes et les houthistes soutenus par l'Iran mais qui ont toujours fait primer leur propre agenda sur celui de Téhéran, notamment vis-à-vis de Washington et d'Israël.

67. Le commerce en mer Rouge représente 34,6 % de l'économie israélienne ; 70 % de ses importations transitent par cette voie maritime.

68. « [Al-Houthi Thanks Those Rejecting Strikes on Yemen Announces Beginning of Confrontation](#) », *Middle East Monitor*, 13 janvier 2024.

de la mer Rouge où se concentrent tous ses projets d'avenir de rayonnement économique, technologique et touristique qui ont déjà mobilisé plusieurs trillions de dollars. En outre, Riyad qui pensait se sortir politiquement du conflit au Yémen à la fin de l'été 2023, paye un lourd tribut, en accédant à toutes les exigences formulées par les houthistes. Le seul gain que le royaume ait tiré de cet accord est d'avoir obtenu de le signer en tant que « médiateur » et non en tant que « participant » à la guerre. Par cette désignation, il cherche à éliminer la probabilité de se voir reconnu juridiquement responsable de crimes de guerre, ce qui ruinerait sa réputation à l'international et gênerait le rayonnement de ses mégaprojets.

Les attaques subies sur leur territoire pourraient, à défaut de compromettre toute chance d'entente avec Riyad, pousser les houthistes, en position de force pour négocier la fin des hostilités, à chercher à obtenir de plus substantiels avantages financiers auprès des Saoudiens.

Pour éviter le risque d'une régionalisation de la guerre, Riyad peut néanmoins compter sur les divisions que suscite l'opération Gardien de la prospérité parmi les États occidentaux. Dans la mesure où les États-Unis sont pris au piège de multiples conflits très coûteux pour leur économie à la veille d'une campagne électorale qui s'annonce difficile pour Joe Biden, Riyad compte sur les États européens qui émettent des doutes sur les frappes au Yémen, pour convaincre Washington d'écourter les hostilités⁶⁹. En effet, l'Espagne, la France et l'Italie ne participent pas aux frappes militaires contre des cibles houthistes au Yémen, conduites sous commandement américain, car elles préfèrent agir de manière indépendante. Paris privilégie des canaux diplomatiques de discussion pour réduire les tensions entre le Hezbollah et Israël, et éviter que la guerre à Gaza ne s'étende au nord d'Israël. L'Espagne, quant à elle, a adopté la position la plus ferme au sein de l'UE, à l'instar de l'Irlande et de la Belgique, à l'égard des frappes indiscriminées d'Israël sur la bande de Gaza, appelant dès le départ à un cessez-le-feu immédiat et elle s'est refusée à participer à l'opération Gardien de la prospérité. Enfin, l'Italie a justifié son absence par la nécessité de consulter son parlement⁷⁰.

Ainsi, dans le contexte des affrontements en mer Rouge, l'UE a annoncé, le 19 février 2024, le lancement de sa propre mission militaire navale, baptisée Aspides, afin de protéger la libre navigation dans la région. La mission navale européenne prévue pour une durée d'un an, éventuellement renouvelable, agira en coordination avec ses partenaires internationaux⁷¹. De fait, l'annonce de l'UE de sa participation à la protection de la navigation en mer Rouge a été bien accueillie à Riyad.

Nos divers entretiens effectués à Riyad témoignent d'un espoir de convaincre l'UE de jouer sa propre partition au terme du conflit pour relancer les négociations afin d'instaurer une solution politique, seule à même de mettre fin au cycle infernal des guerres israélo-palestiniennes. « Une impasse ou opportunité manquée serait catastrophique et

69. Entretien in visio-conférence avec le Dr Abdul-Aziz Bin Sager, 12 janvier 2024.

70. « [Nouvelles attaques en mer Rouge alors que l'UE annonce sa mission de protection du trafic maritime](#) », *Le Monde*/AFP, 19 février 2024.

71. Vincent Tupinier, « [L'Union européenne lance l'opération "Aspides" contre les attaques houthistes](#) », *Toute l'Europe*, 20 février 2024.

vaudrait le déclassement définitif de l'UE comme partenaire politique international crédible », renchérit Raed al-Krimli⁷².

CONCLUSION

Conscients de l'absence de légitimité du président de l'Autorité palestinienne (AP), Mahmoud Abbas, les Saoudiens réfléchissent avec leurs partenaires régionaux à consolider une AP délégitimée. Ils comptent notamment sur le soutien de l'UE (même si celle-ci est très divisée sur le sujet) pour convaincre Washington de négocier avec une AP consolidée. L'Autorité palestinienne, accusée de corruption et d'incompétence, est largement discréditée. L'idée d'introduire des personnes compétentes et acceptables, y compris des membres issus de la branche politique du Hamas qui bénéficient de la confiance de la population, est avancée comme proposition même si elle ne fait pas l'unanimité et se heurte surtout aux divisions encore fortes entre le Hamas et le Fatah. Lors de notre entretien, Raed al-Krimli a dressé un parallèle intéressant avec le processus de paix irlandais qui avait vu l'IRA et le Sinn Fein s'associer et dont l'AP renforcée pourrait s'inspirer. Riyad privilégie une solution politique élaborée par les Palestiniens. Il est primordial que les Palestiniens aient confiance dans leur leadership, ce qui fait cruellement défaut à l'AP, dominée par le Fatah en Cisjordanie, alors même que le Hamas a davantage gagné en popularité à Ramallah qu'à Gaza, après les attaques du 7 octobre.

Il serait vain de conclure cette note de recherche en esquisant des scénarios sur l'évolution de la situation israélo-palestinienne. Cependant, comme l'ont affirmé tous nos interlocuteurs, le récit occidental sur les valeurs morales, démocratiques et humaines n'est plus audible et ne pourra plus faire illusion. À défaut de pouvoir réellement choisir de s'émanciper de la domination des États-Unis, qui demeureront le partenaire sécuritaire privilégié dans la région, Riyad qui s'assume ouvertement comme une importante composante du Sud global, devrait poursuivre sa stratégie multipolaire, notamment dans le cadre des BRICS.

Néanmoins, l'impuissance de Riyad à influencer sur le cours de la guerre à Gaza et le sort tragique des Gazaouis, alors que les houthistes ont réussi, par leurs actions spectaculaires, à perturber une des voies majeures de navigation du commerce mondial au nom de l'urgence de mettre en place un cessez-le-feu à Gaza, relativise la portée des ambitions du royaume à peser et à rayonner comme la puissance de l'Asie occidentale à la jonction des continents africain, européen et asiatique. Son absence de résultat diplomatique dans cette guerre et sa forte dépendance envers le dispositif sécuritaire américain, *a fortiori* dans le contexte de regain de tensions en mer Rouge, affaiblissent le narratif de Riyad.

La perspective d'une solution pour la coexistence de deux États israélien et palestinien est presque systématiquement écartée par nombre de spécialistes tant les conditions sont devenues difficiles. Toutefois, seule une solution politique pour sortir de ce conflit est

72. Entretien avec Raed al-Krimli, 5 décembre 2023, Riyad.

réaliste, compte tenu de cette quinzième guerre contre Gaza⁷³ et la cinquième qui oppose l'armée israélienne au Hamas. Reste à savoir ce que l'Arabie saoudite, une fois la guerre terminée à Gaza, sera prête à négocier comme solution politique pour la Palestine, en échange de la reprise de négociations trilatérales conduites par Washington, si la perspective de la normalisation de ses relations avec Israël demeure envisageable.

Chercheuse en science politique, diplômée d'un doctorat de l'IEP de Paris, spécialiste des monarchies de la péninsule Arabique et du golfe Persique à l'IRSEM (Institut de recherche stratégique de l'École militaire), Fatiha Dazi-Héni est chargée de cours à Sciences Po Lille où elle enseigne l'histoire et les évolutions sociopolitiques en péninsule Arabique. Elle travaille sur les questions États et Sociétés en péninsule Arabique et sur les questions sécuritaires et stratégiques de la région péninsule Arabique - Golfe - Moyen-Orient. Elle est l'auteure d'un livre de référence sur les monarchies du Golfe : *Monarchies et sociétés d'Arabie. Le temps des confrontations* (Presses de Sciences Po, 2006) et *L'Arabie saoudite en 100 questions* (Tallandier, coll. « Texto », 2020, 3^e éd.) ainsi que de nombreux articles académiques en anglais et en français sur les questions de sécurité dans la région du Golfe.

Contact : fatiha.dazi-heni@irsem.fr

73. Jean-Pierre Filiu, « Les quinze guerres d'Israël contre Gaza », *Le Monde*, 17 mars 2024 ; « [Nouvelles attaques en mer Rouge alors que l'UE annonce sa mission de protection du trafic maritime](#) », art. cit.